



OUVERTURE DU COMMUNIQUÉ EN PROVENANCE DU PRÉSIDENT CYRIL RAMAPHOSA TENU À LA RÉUNION AVEC LES CHEFS D'ÉTAT ET GOUVERNEMENT DES PAYS VOISINS D'AFRIQUE DU SUD CONCERNANT LES RÉACTIONS DE LA PANDÉMIE COVID-19, LE 8 MAI 2020

Vos Excellences,

Permettez-moi de vous exprimer à vous tous, ma profonde gratitude, d'être disponibles ainsi participant à cette discussion fondamentale.

Nous sommes tous confrontés, sans précédent, à une pénurie concernant la santé publique laquelle, a provoqué des conséquences sociales et économiques sévères, pour chacun de nos pays.

À l'heure actuelle, alors que le nombre d'infections en Afrique est inférieur qu'ailleurs dans le monde, nous supposons que l'apogée des infections en Afrique devra encore surgir.

Nous sommes vraiment concernés par l'impact du virus parmi nos sociétés, marchés ainsi que nos procédures concernant la santé publique.

Par conséquent, nous avons contemplé l'importance de se réunir en tant que pays voisins - au niveau des chefs d'État et gouvernement – afin de partager toutes informations en provenance de nos réactions respectives, de cette manière, pouvoir mieux coordonner nos efforts.

Ce virus ne respecte pas les frontières, ni distingue les nationalités.

Compte tenu, des relations sociales et économiques entre nos pays, lorsque l'un de nous est vulnérable, nous devenons tous vulnérables.

En sa qualité de président de l'Union africaine, l'Afrique du sud a été intensément impliquée parmi les mesures diverses prises par l'UA afin de contrôler la propagation du virus et pouvoir diminuer les répercussions économiques causées par celui-ci.

Nous avons tenu deux réunions essentielles au Bureau de l'Assemblée des chefs d'État et gouvernement de l'UA.

Parmi d'autres, le Bureau a consenti de créer une Justification des Fonds *COVID-19* de l'UA, une résolution pour mobiliser des fonds supplémentaires en vue des Centres africains du contrôle et prévention des maladies ainsi qu'un groupe de pression intensif en provenance de la communauté internationale, y compris, des institutions financières internationales, en vue d'un projet économique complet et puissant pour l'Afrique.

Jusqu'à présent, nous avons réussi à accumuler 25 millions de dollars \$ pour la Justification des Fonds et 36,5 millions de dollars \$ supplémentaires aux Centres africains du contrôle et prévention des maladies.

Nous avons également, recruté cinq diplomates spécifiques de l'Union africaine *COVID-19* pour donner suite aux engagements et mobiliser d'avantage un soutien international supplémentaire et faire campagne pour ce qui est de la participation internationale en vue de l'intervention économique *COVID-19* de l'UA.

Les cinq diplomates sont les suivants, Dr Ngozi Okonjo-Iweala du Nigéria, Dr Donald Kaberuka du Rwanda, M. Tidjane Thiam de la Côte d'Ivoire, M. Trevor Manuel d'Afrique du sud et M. Benkhalfa Abderrahmane d'Algérie.

Nous nous sommes adressés au sommet essentiel du G20 et une réunion conjointe fondamentale de la Banque mondiale et du FMI, au cours de laquelle, nous avons sollicité que parmi d'autres mesures, attribuer d'avantage compensations sur les droits de tirage spécifiques pour l'Afrique afin de pourvoir aux actifs liquides indispensables aux banques centrales, secteur des entreprises ainsi que PME.

Nous avons discutés au sujet de la renonciation sur tous paiements d'intérêts de la dette multilatérale et bilatérale. Celle-ci fournirait l'espace budgétaire nécessaire aux gouvernements africains afin de consacrer toutes ressources disponibles aux réactions et recouvrement.

En général, la réaction de la communauté internationale a été positive avec divers partenaires annonçant des engagements, offrant des mesures d'allègement sur la dette et fournissant un soutien concret sous forme de matériel médical.

Alors que la Banque mondiale et le FMI soutiennent un arrêt de la dette durant 9 mois, nous croyons sincèrement que, compte tenu de l'ampleur des dégâts anticipés, nous aurons besoin d'un arrêt de la dette pour une période de 2 ans.

L'un des plus grands défis auxquels le continent est confronté, c'est l'accès aux équipements de la protection individuelle.

En tant que Bureau de l'UA, nous avons rencontré plusieurs chefs africains d'entreprises, d'obtenir leur assistance en accélérant la production locale de ces articles et les obtenir en provenance d'autres parties du monde.

J'ai recruté M. Strive Masiyiwa, un homme d'affaires zimbabwéen, nous assistant à trouver des équipements de protection individuelle pour la région et le continent.

Je me suis également engagé auprès des dirigeants de divers pays, tels que le Cuba, la Chine, la Russie, la France, le Canada et les États-Unis et sollicité un soutien pour le continent.

En tant que gouvernement sud-africain, nous avons progressé rapidement pour réagir au virus.

Notre stratégie était de retarder la vitesse de la transmission du virus.

Nous donnant le temps de renforcer notre intervention en vue de la santé publique tout en préparant nos établissements santé en vue de l'augmentation inévitable du nombre de personnes, nécessitant une hospitalisation.

Nous avons déclaré le 15 mars, que la pandémie de coronavirus était une catastrophe nationale, comprenant des restrictions concernant les voyages et les rassemblements.

Le 27 mars, nous avons mis en place un ordre national restreignant tous sud-africains et s'enfermer à domicile, - à l'exception des travailleurs de services importants.

Alors que nous fermions nos frontières aux voyageurs, nous nous sommes efforcés d'assurer le commerce de produits essentiels à travers nos frontières, se poursuivre sans entrave.

Depuis vendredi, la semaine dernière, nous avons commencé à assouplir progressivement, les réglementations de s'enfermer à domicile, permettant ainsi à certains secteurs économiques de reprendre leurs activités à une échelle limitée.

Cependant, nous continuons de souligner la nécessité de l'éloignement social et l'hygiène personnelle.

S'enfermer à domicile a engagé à de graves répercussions sur notre économie menaçant le gagne-pain de millions de personnes.

Nous avons, par conséquent, annoncé un programme de secours d'urgence de 500 milliards de rands pour faire face à l'impact sur les entreprises, les travailleurs et les ménages.

Comprenant une aide salariale pour les employés des entreprises en difficulté, un système de garantie de prêts pour les petites entreprises, une augmentation temporaire des subventions sociales pour atteindre les ménages les plus pauvres et une subvention exceptionnelle COVID-19 pour assister les chômeurs.

Nous avons été obligés d'augmenter considérablement le budget sur la santé pour assurer la suffisance de lits d'hôpitaux, matériel médical, médicaments et personnel santé à l'apogée des infections.

Je solliciterais notre ministre de la Santé, Dr Zwelini Mkhize, et ministre de la Gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma de nous fournir des renseignements supplémentaires sur l'état actuel de la maladie en Afrique du sud et notre réaction sur la méthode, à ce sujet.

En concluant, je voudrais encore une fois, vous remercier de votre présence à cette réunion.

Je suis persuadé qu'en travaillant ensemble, nous serons en mesure, de mieux protéger la santé, le bien-être et la vie de notre peuple.

Nous pourrons, non seulement surmonter cette urgence sanitaire grave, mais aussi positionner nos pays sur la voie du rétablissement et reconstruction.

Je vous remercie.

Renseignements du média : Porte-parole du Président Ramaphosa, Mme Khusela Diko

Portable : + 27 72 854 5707

Courriel : media@presidency.gov.za

Site web : www.thepresidency.gov.za

SOU MIS PAR LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD